



LES IMPACTS DU NÉOLIBÉRALISME SUR LES FEMMES

Diane LAMOUREUX

Professeure de sociologie au département de sciences politiques de l'Université de Laval, Québec

Le néolibéralisme a largement été critiqué en ce qu'il a opéré un transfert considérable de la richesse mondiale vers les plus riches, donc dans sa dimension de classe. Il faudrait cependant se garder de penser que le néolibéralisme ne s'attaque qu'aux droits sociaux. La logique sécuritaire rogne autant les droits civils (non respect de la vie privée, banalisation de l'usage de la torture) ou les droits politiques (limitation du droit d'association, de manifestation et criminalisation de l'opposition) que les droits économiques et sociaux. C'est tout l'édifice des droits humains, péniblement édifié par les luttes sociales des deux derniers siècles qui passe à la moulinette néolibérale.

DEUXIÈME PARTIE

L'IMPACT GENRÉ DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Dans une étude datant de 2015 signée Ève-Lyne Couturier et Simon Tremblay Pépin et réalisée par l'IRIS¹, ces auteur.es soutiennent que les mesures d'austérité (aussi appelées compressions budgétaires ou, plus pudiquement, rigueur budgétaire dans la logique de la novlangue de nos gouvernants) ont coûté 3.1 milliards de dollars canadiens aux femmes québécoises ; aux exemples québécois que je donne ici, il est très probable de trouver des équivalents belges. Ceci n'est pas surprenant si l'on analyse à quels titres les femmes font les frais des coupes budgétaires.

Au titre d'employées de l'État (33 % des femmes qui travaillent contre rémunération sont dans le secteur public et parapublic en comparaison de 19 % chez les hommes), elles sont affectées par les mises à pied, la précarisation du travail et l'intensification des rythmes de travail qui ont accompagné la diminution du nombre de personnes employées dans ce secteur. De plus, traditionnellement au Québec, en tant que secteur le plus fortement syndiqué, le secteur public a constitué

une locomotive en terme d'avantages sociaux (congés de maternité puis parentaux, mesures de conciliation travail/famille, congés de maladie ou de soins aux personnes dépendantes, vacances, régimes de retraite). Les reculs importants des 20 dernières années ont fait en sorte qu'il ne joue plus ce rôle, ce qui participe de la dégradation des conditions de travail de ces femmes.

Au titre de bénéficiaires de services, elles sont également affectées par les coupures. Les femmes constituent la majorité des « bénéficiaires » de l'aide sociale et celle-ci est de plus en plus assortie de critères moraux (comme la volonté d'exercer un emploi) ce qui n'est pas sans rappeler les dames patronnesses d'une autre époque. La privatisation totale ou partielle dans le domaine de l'éducation ou de la santé fait disparaître le caractère universel des services publics.

Les femmes sont également affectées au titre de substituts des services publics. Le secteur communautaire (très largement composé de femmes) est de plus en plus enjoint à un rôle supplétif par rapport à des services publics inexistant, insuffisants ou déficients, ce qui entraîne une perte d'autonomie et de caractère alternatif dans ce secteur où l'on avait l'habitude de s'occuper des personnes et non de problèmes. Les ressources publiques insuffisantes pour prendre soin des jeunes pré-

sentant des problèmes de santé physique ou mentale, des personnes âgées en perte d'autonomie et des malades en convalescence ont un impact majeur sur les femmes : en fonction de la division sexuelle et sexiste du travail, ce sont largement elles qui assument les soins aux personnes (ce qu'on appelle les « aidants naturels » un autre mot de la novlangue gouvernementale), rendant difficile le maintien dans un emploi à temps plein sur le marché du travail.

Ces considérations générales valent pour toutes les femmes. Mais la situation se complexifie si l'on tient compte de trois catégories de femmes racisées : les femmes autochtones, les femmes musulmanes « visibles » qui font les frais du discours identitaire et les travailleuses domestiques d'origine étrangère.

UNE VIOLENCE PROFITANT DE L'IMPUNITÉ

Dans les années 1970, les mouvements féministes dans la plupart des pays occidentaux sont parvenus à convaincre non seulement de l'existence d'une violence sexospécifique, mais aussi à faire en sorte que plusieurs pays commencent à prendre au sérieux cette violence à l'encontre des femmes et cherchent à y apporter des correctifs. Pendant un moment très bref et malgré les insuffisances des politiques publiques dans le domaine, nous avons pu croire que l'impunité liée à l'exercice de

cette violence allait disparaître. Aujourd'hui, nous assistons à un retour en force de cette impunité.

Le tout se développe sur fond d'antiféminisme. La généralisation du néolibéralisme à l'échelle planétaire contribue au développement de l'antiféminisme. Refusant qu'il y ait des rapports sociaux et ne voyant que des individus, la pensée néolibérale est particulièrement critique vis-à-vis des mouvements collectifs d'émancipation. Dans cette perspective, les féministes qui insistent sur les injustices structurelles qui affectent les femmes sont accusées de les victimiser. En outre les mouvements collectifs sont considérés comme corporatistes et réactionnaires. Le développement d'internet et des réseaux sociaux et la présence de blogs féministes sur ceux-ci ont provoqué l'ire des antiféministes. Celles qui protestent contre les boys clubs de la blogosphère sont soumises à des intimidations diverses comme la diffusion de renseignements personnels ou sur leur vie personnelle, des menaces de viol ou des menaces de mort. L'anonymat relatif du web permet également un déferlement de violence verbale à l'encontre des femmes en général et des féministes en particulier.

Cette violence ne se cantonne malheureusement pas au plan verbal. Cela avait commencé au Mexique puis s'est répandu dans plusieurs pays d'Amérique centrale, mais même au Québec et au Canada, il est possible de parler de féminicide dans le cas des femmes autochtones disparues ou assassinées. Selon diverses estimations, il y aurait eu près de 2000 femmes autochtones disparues ou assassinées par rapport auxquelles il n'a même pas été jugé pertinent d'ouvrir des enquêtes policières sous prétexte que ce seraient des alcooliques, des droguées ou des prostituées ou un mélange des trois. Ceci veut dire en clair qu'il est toléré d'exercer de la violence à l'encontre des femmes autochtones et que les hommes violents peuvent s'y adonner en toute impunité.

Les camps de réfugiés, qui regroupent principalement des femmes et des enfants, sont loin de constituer des espaces sécuritaires pour les femmes et les jeunes filles. Quand elles ne sont pas victimes de violence et de l'incapacité des soldats à les protéger des hommes armés ou des hommes violents dans le camp, elles peuvent être victimes de violence de la part des soldats supposément chargés d'assurer leur protection. Usuellement, les responsables de cette violence s'en tirent en toute impunité.

Loin d'avoir diminué, la violence domestique à l'encontre des femmes semble être en augmentation. Pourtant, on peut également noter à la fois des formes de banalisation de cette violence, la diminution des ressources destinées à la contrer et surtout, ce qui concorde bien avec la montée de l'antiféminisme, une volonté soit de la symétriser, soit de l'attribuer principalement à des groupes sociaux que l'on veut par ailleurs stigmatiser. On peut noter également une tendance à stigmatiser certaines composantes de la population (les hommes musulmans ou les ouvriers soi-disant fragilisés dans leur virilité par la désindustrialisation), selon des lignes de race ou de classe. Enfin, il y a également tendance à considérer ces violences comme résiduelles et appelées à disparaître au fil du temps du fait de l'évolution des mœurs ; pourtant les études sur la sexualité des jeunes montrent bien l'importance des comportements violents et la dénonciation de la violence sexuelle sur les campus universitaires². Là encore, les responsables de cette violence bénéficient d'une large impunité.

De façon générale, on peut dire que le néolibéralisme, avec sa valorisation de la compétition et des mérites d'emblée conférés aux gagnants correspond à la fois à une brutalisation de la vie sociale et une certaine indifférence face à la violence qui s'exerce tant dans la sphère privée que publique à l'encontre des femmes. Quand on peut parvenir à la présidence des États-Unis en se vantant que richesse et pouvoir permettent un accès sexuel à toutes les femmes, il y a une forme de banalisation de la violence sexuelle et de glorification de l'impunité dont jouissent les agresseurs. ■

1 *Les mesures d'austérité et les femmes*, Institut de recherche et d'information économiques, Montréal, février 2015.

2 Voir l'enquête ESSIMU au Québec ou les travaux français sur la question.
